

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTRE

Administrateurs civils.

Par arrêté du Premier ministre en date du 20 août 1971, M. Dupiech (Guy), administrateur civil de 1^{re} classe en service détaché, rattaché pour sa gestion au ministère de l'intérieur, est réintégré dans le corps des administrateurs civils à compter du 16 octobre 1971.

M. Dupiech (Guy), administrateur civil de 1^{re} classe, est affecté au ministère de l'intérieur.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Création d'un comité national des grades pour le judo.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu l'ordonnance n° 45-1922 du 28 août 1945 relative aux activités des associations, ligues, comités régionaux et fédérations sportives ;

Vu l'arrêté du 9 octobre 1962 relatif à l'acquisition du grade de judo appelé Ceinture noire et de ses différents degrés, modifié par l'arrêté du 17 décembre 1963 ;

Vu l'arrêté du 19 juin 1967 relatif à l'administration des fédérations sportives, de leurs ligues et comités et des associations sportives civiles ;

Vu le décret n° 69-701 du 30 juin 1969 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu l'arrêté du 24 juin 1970 portant délégation provisoire de pouvoirs à des fédérations sportives,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les différents degrés de la ceinture noire forment un ensemble dans la progression des connaissances en judo ; les valeurs morales et la participation aux épreuves sportives sont l'aboutissement normal de l'enseignement et de l'exemple dispensés, de l'étude technique et de l'entraînement.

Ces degrés successifs sont dénommés les Dans.

Art. 2. — A. — Les dans sont attribués par un comité national des grades pour le judo composé de quatorze experts désignés par moitié par la fédération française de judo et disciplines associées et par moitié par le collège national des ceintures noires tous les quatre ans, par olympiade.

Quatre d'entre eux au moins doivent être membres du comité directeur de la fédération française de judo et disciplines associées.

Six experts suppléants sont désignés pour moitié par chacun des deux groupements susvisés. Deux au moins des experts suppléants ne devront pas être des enseignants de judo.

Par dérogation à la durée du mandat ci-dessus prévue, les experts qui seront l'objet de la première désignation resteront en fonction au présent comité national des grades jusqu'au 1^{er} janvier 1977.

B. — Tous les experts et suppléants doivent obligatoirement remplir les conditions suivantes :

- a) Etre au moins quatrième dan de judo ;
- b) Etre licencié de la fédération française de judo et disciplines associées ;
- c) Etre membre du collège national des ceintures noires.

C. — A ces quatorze experts sont adjoints des représentants des organisations professionnelles de judo les plus représentatives. Ceux-ci, au nombre de trois au maximum, doivent remplir les mêmes conditions de qualification qu'indiqué ci-dessus.

D. — A titre exceptionnel et personnel, MM. Haku Michigami et Shozo Awazu, eu égard aux services éminents qu'ils ont rendus au judo français et en reconnaissance de leur haute maîtrise, seront admis à faire partie, en surnombre, du comité national des grades.

En cas de vacance de leur part, il ne sera pas pourvu à leur remplacement.

Art. 3. — Les grades seront authentifiés par des diplômes portant les signatures du président de la fédération française de judo et disciplines associées, en conformité avec les règlements de la fédération internationale de judo en cette matière, du président du collège national des ceintures noires et du président de session du comité national des grades.

Par référence à ces diplômes, la fédération française de judo et disciplines associées et le collège national des ceintures noires authentifient, respectivement, les grades attribués sur leurs propres documents

Art. 4. — Les décisions d'attribution du grade de ceinture noire et de ses différents degrés, qui n'ont pas fait l'objet d'une homologation par le ministre chargé des sports, seront soumises à l'examen du comité national des grades en vue de cette homologation.

Art. 5. — Les dispositions du présent arrêté remplacent toutes dispositions contraires précédemment adoptées.

Art. 6. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet le 1^{er} septembre 1971.

Fait à Paris, le 30 juin 1971.

JOSEPH COMITI.

Création des brevets d'Etat d'animateur de judo, de moniteur de judo et de professeur de judo, aikido, karaté et méthodes de combat assimilées.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 55-1563 du 28 novembre 1955 réglementant la profession de professeur de judo et de jiu-jitsu et l'ouverture de salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat ;

Vu le décret n° 58-471 du 3 mai 1958 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-1563 du 28 novembre 1955 susvisée ;

Vu l'arrêté du 25 mars 1959, modifié par l'arrêté du 29 janvier 1968, fixant les conditions d'attribution du diplôme de professeur de judo, jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées ;

Vu l'arrêté du 9 octobre 1962 relatif à l'acquisition du grade de judo appelé ceinture noire et de ses différents degrés, modifié par l'arrêté du 17 décembre 1963 ;

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963, modifiée pour ses articles 4 et 6 par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967, réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu le décret n° 69-701 du 30 juin 1969 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Sont créés les brevets d'Etat d'animateur de judo, de moniteur de judo et de professeur de judo, aikido, karaté et méthodes de combat assimilées. Sont considérées comme méthodes de combat assimilées toutes les méthodes de combat offrant un ou plusieurs éléments techniques communs avec le judo ou le karaté en leurs aspects non sportifs ou avec le jiu-jitsu ou l'aikido.

Art. 2. — Les brevets d'Etat créés par le présent arrêté autorisent leurs titulaires à enseigner, contre rémunération, ces disciplines dans les conditions précisées à l'article 3 ci-après.

Art. 3. — Les brevets d'Etat d'animateur de judo et de moniteur de judo autorisent leurs titulaires à enseigner le judo dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 2 de l'arrêté du 30 juillet 1965 susvisé, c'est-à-dire sous le contrôle effectif et permanent d'un professeur de judo, aikido, karaté et méthodes de combat assimilées, titulaire de l'option principale Judo.

Le brevet d'Etat de professeur de judo, aikido, karaté et méthodes de combat assimilées autorise ses titulaires à enseigner le judo, l'aikido, le karaté et les méthodes de combat assimilées dans les conditions prévues par la loi n° 63-807 du 6 août 1963 susvisée. Les personnes désirant enseigner les trois disciplines avec le titre de professeur doivent avoir subi avec succès les épreuves des trois options principales prévues à l'article 9 du présent arrêté. Les options secondaires autorisent leurs titulaires à n'enseigner que les notions élémentaires desdites disciplines.

Art. 4. — Pour être admis à se présenter aux épreuves de ces brevets d'Etat, les candidats doivent :

1^o Pour le brevet d'Etat d'animateur de judo :

Etre âgés de dix-huit ans au moins au 1^{er} janvier de l'année de l'examen ;

Etre titulaires de la ceinture marron de judo.

2^o Pour le brevet d'Etat de moniteur de judo :

Etre âgés de dix-neuf ans au moins au 1^{er} janvier de l'année de l'examen ;

Etre titulaires du brevet d'Etat d'animateur de judo depuis au moins un an et avoir participé à l'enseignement dans les conditions fixées au premier alinéa de l'article 3 ci-dessus. Toutefois, pour les élèves de la section de judo et des disciplines associées de l'institut

national des sports, le délai d'un an est réduit à deux mois et une totale assiduité aux cours dispense les élèves de l'obligation d'avoir enseigné ;

Etre titulaires du brevet national de secourisme de la protection civile ;

3° Pour le brevet d'Etat de professeur de judo, aikido, karaté et méthodes de combat assimilées :

Etre âgés de vingt et un ans au moins au 1^{er} janvier de l'année de l'examen, sauf dispense accordée par le ministre chargé des sports ;

Etre titulaires soit d'une ceinture noire de judo reconnue par le comité national des grades pour le judo, soit d'une ceinture noire d'aikido ou de karaté délivrée ou reconnue par la fédération française de judo et disciplines associées.

Etre titulaires du brevet national de secourisme de la protection civile.

Art. 5. — Pour faire acte de candidature aux brevets d'Etat créés par le présent arrêté, les intéressés doivent faire parvenir à la direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de leur domicile, au moins trois mois avant la date de l'examen, un dossier comprenant :

Une demande d'autorisation de se présenter à l'examen ;

Une fiche d'état civil ;

Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois à la date limite de constitution du dossier ;

Une copie certifiée conforme ou une photocopie des pièces visées à l'article 4 ci-dessus ;

Un certificat médical d'aptitude aux sports de combat, délivré depuis moins d'un mois à la date limite de constitution du dossier ;

Deux photos d'identité ;

Deux enveloppes timbrées à l'adresse exacte du candidat, en vue de sa convocation.

Les élèves de la section de judo et des disciplines associées de l'institut national des sports déposeront leur dossier dans cet établissement.

Art. 6. — Les jurys chargés d'examiner les candidats aux brevets d'Etat créés par le présent arrêté sont nommés par le ministre chargé des sports. Ils comprennent :

1° Pour les brevets d'Etat d'animateur de judo et de moniteur de judo :

Le directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs ou son représentant, président ;

Le président de la ligue régionale de la fédération française de judo et disciplines associées ou son représentant ;

Le directeur de l'institut national des sports ou du centre régional d'éducation physique et sportive ou leur représentant, ou un membre du corps de l'inspection de la jeunesse, des sports et des loisirs du département où se déroule l'examen ;

Le président de la commission technique de la ligue régionale de la fédération française de judo et disciplines associées ou son représentant ;

Un membre de l'organisation professionnelle la plus représentative dans l'académie, titulaire du brevet d'Etat de professeur créé par le présent arrêté ;

Trois membres titulaires du corps enseignant de l'éducation physique et sportive, titulaires du brevet d'Etat de professeur créé par le présent arrêté, comportant l'option principale Judo ;

Un médecin proposé par le directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Toute personne ayant exercé sur l'un des candidats le contrôle prévu au premier alinéa de l'article 3 ci-dessus ne peut être membre du jury de l'examen subi par ce candidat.

2° Pour le brevet d'Etat de professeur de judo, aikido, karaté et méthodes de combat assimilées :

Le ministre chargé des sports ou son représentant, président ;

Une personne titulaire du brevet d'Etat de professeur créé par le présent arrêté, choisie parmi le directeur technique national, les entraîneurs nationaux, les entraîneurs nationaux adjoints ou les conseillers techniques régionaux de judo ;

Quatre représentants de la fédération française de judo et disciplines associées, dont un au titre de l'aikido et un au titre du karaté ;

Quatre membres titulaires du corps enseignant de l'éducation physique et sportive, titulaires du brevet d'Etat de professeur créé par le présent arrêté ;

Quatre membres des organisations professionnelles les plus représentatives, titulaires du brevet d'Etat de professeur créé par le présent arrêté, dont deux avec l'option principale Judo, un avec l'option principale Aikido et un avec l'option principale Karaté ;

Un médecin.

Art. 7. — Les examens pour l'obtention des brevets d'Etat d'animateur de judo et de moniteur de judo comportent des épreuves techniques, des épreuves théoriques, des épreuves pédagogiques et en outre, pour le brevet d'Etat d'animateur, des épreuves physiques.

L'examen pour l'obtention du brevet d'Etat de professeur de judo, aikido, karaté et méthodes de combat assimilées comporte des épreuves écrites, des épreuves techniques, des épreuves orales et des épreuves de pédagogie pratique.

Chacune des épreuves des examens susvisés est notée de 0 à 20.

Art. 8. — Pour les brevets d'Etat d'animateur et de moniteur, les épreuves de l'examen et leurs coefficients sont les suivants :

A. — Animateur de judo.

I. — Epreuves techniques.

1° Les bases du judo (durée de l'épreuve : dix minutes ; coefficient 3).

2° Epreuves de randori (durée : dix minutes ; coefficient 4).

II. — Epreuves théoriques.

Interrogations orales concernant :

1° L'historique du judo et sa valeur sociale (coefficient 1).

2° Les notions de secourisme relatives à la pratique du judo (coefficient 2).

3° Les règles d'arbitrage et l'organisation de réunions (coefficient 1).

III. — Epreuves pédagogiques.

1° Démonstrations et explications concernant la technique de dix mouvements (debout ou au sol) tirés au sort par le candidat, au moment de l'épreuve, parmi les vingt-cinq mouvements figurant à l'annexe du présent arrêté (durée : trente minutes ; coefficient 3).

2° Enseignement de différents mouvements à des débutants ou à des élèves plus confirmés. Les candidats disposent de dix minutes de préparation et de vingt minutes pour l'exécution (coefficient 3).

Le choix des mouvements est laissé à l'initiative du candidat qui devra tenir compte des connaissances réelles des élèves qui lui seront confiés.

Toute note inférieure à 10 dans l'une des épreuves pédagogiques est éliminatoire, après délibération du jury.

IV. — Epreuves physiques.

Les épreuves du brevet sportif populaire, cotées conformément aux barèmes figurant à l'annexe du présent arrêté (coefficient 3).

Toute note inférieure à 5 est éliminatoire, après délibération du jury, dans l'une des épreuves techniques, théoriques et physiques.

Pour pouvoir prétendre au brevet d'Etat d'animateur de judo, les candidats doivent avoir obtenu un total d'au moins 200 points, correspondant à une moyenne générale de 10 sur 20, sans note éliminatoire.

Le brevet d'Etat d'animateur de judo ne permet à ses titulaires d'enseigner que pendant trois ans. A l'issue de cette période, l'animateur devra être titulaire du brevet d'Etat de moniteur de judo ou de professeur créé par le présent arrêté, pour pouvoir continuer à exercer cette profession ; dans le cas contraire, il devra abandonner définitivement l'enseignement, contre rémunération, comme animateur.

B. — Moniteur de judo.

I. — Epreuves techniques.

1° Présentation du premier et du deuxième katas figurant à l'annexe du présent arrêté (durée : vingt minutes ; coefficient 2).

2° Epreuves de randori dans les formes définies par le jury : trois de trois minutes debout et deux de deux minutes au sol.

Ces cinq épreuves sont exécutées avec des partenaires différents. Il n'est pas tenu compte des catégories de poids. Un temps de repos est accordé entre chaque randori (durée : trente minutes ; coefficient 3).

II. — Epreuves théoriques.

1° Une épreuve écrite consistant en une rédaction portant sur un sujet général relatif au judo : historique, technique générale, évolution, comparaison avec d'autres sports ou activités physiques, valeur sociale du judo et son influence psychique (durée : deux heures ; coefficient 2).

2° Une épreuve orale concernant l'organisation des réunions, les règles d'arbitrage et l'entraînement d'athlètes participant à des compétitions (entraînement physique, travail technique, mise en condition physique, surveillance de poids) (coefficient 3).

III. — Epreuve pédagogique.

Composition et direction d'une leçon de judo conçue pour un groupe d'une dizaine d'élèves du niveau Ceinture verte au minimum et prévue pour une durée d'une heure.

Une demi-heure est accordée au candidat pour préparer l'épreuve et composer un plan de leçon à remettre au jury avant l'épreuve.

Au cours de la deuxième demi-heure, le candidat dirige la partie de leçon choisie par le jury (durée : une heure ; coefficient 4).

Une note inférieure à 10 dans cette épreuve est éliminatoire, après délibération du jury.

Pour pouvoir prétendre au brevet d'Etat de moniteur de judo, les candidats doivent avoir obtenu un total d'au moins 168 points, correspondant à une moyenne générale de 12 sur 20, sans note éliminatoire.

Le brevet d'Etat de moniteur de judo ne permet à ses titulaires d'enseigner que pendant cinq ans. A l'issue de cette période, le moniteur devra être titulaire du brevet d'Etat de professeur créé par le présent arrêté, pour pouvoir continuer à exercer cette profession ; dans le cas contraire, il devra abandonner définitivement l'enseignement, contre rémunération, comme moniteur.

Art. 9. — Le brevet d'Etat de professeur de judo, aikido, karaté et méthodes de combat assimilées comporte une option principale et deux options secondaires portant sur les disciplines autres que celle de l'option principale. Les épreuves de l'examen et leurs coefficients sont les suivants :

I. — Epreuves écrites.

1^o Anatomie, physiologie et points vitaux. — Deux sujets seront proposés sur une seule de ces deux matières, mais le candidat ne devra en traiter qu'un à son choix. (Durée : deux heures ; coefficient 3).

2^o Notions générales sur l'histoire et l'évolution du judo, de l'aikido, du karaté et des méthodes de combat assimilées. (Durée : une heure ; coefficient 1).

II. — Epreuves techniques.

A. — Epreuves correspondant aux options principales :

1^o Judo :

a) Epreuves de randori, combat d'entraînement : trois de trois minutes debout et deux de deux minutes au sol.

Les deux catégories d'épreuves ne sont pas consécutives. Le jury apparie les candidats par tirage au sort, sans tenir compte des catégories de poids. La notation est effectuée conformément aux principes posés dans l'annexe du présent arrêté (coefficient 3).

b) Démonstrations et explications concernant différents mouvements de judo :

Quinze mouvements debout ou au sol : enchaînements usuels, contres, parades et ripostes. Les mouvements sont tirés au sort par les candidats parmi ceux figurant à l'annexe du présent arrêté (coefficient 4) ;

Présentation de tout ou partie de trois katas, au choix du candidat, parmi ceux figurant à l'annexe du présent arrêté. Les candidats sont autorisés à choisir leur partenaire parmi les autres candidats (coefficient 3).

2^o Aikido :

a) Epreuves de randori. — Elles devront être exécutées contre un ou plusieurs partenaires, au choix du jury et sans tenir compte des catégories de poids. Les épreuves ne sont pas consécutives (durée : trois fois deux minutes, au maximum). La notation est effectuée conformément aux principes posés dans l'annexe du présent arrêté (coefficient 3).

b) Démonstrations et explications concernant différents mouvements d'aikido :

Quinze mouvements et leur enchaînement au sol, tirés au sort par les candidats parmi ceux figurant à l'annexe du présent arrêté (coefficient 4) ;

Présentation de deux katas, au choix du candidat, parmi ceux figurant à l'annexe du présent arrêté. Les candidats sont autorisés à choisir leur partenaire parmi les autres candidats (coefficient 3).

3^o Karaté :

a) Epreuves de kumite (combat d'entraînement) :

Gyu Kumite ;

Ippon Kumite ou Sanbon Kumite (au choix du jury).

Les candidats sont appariés par tirage au sort du jury. Ils pratiqueront l'attaque puis la défense, une minute trente chacun, soit trois minutes pour la durée totale de chaque épreuve. Les deux épreuves seront notées séparément, chacune pour moitié du coefficient total (coefficient 3).

b) Démonstrations et explications concernant différents mouvements de karaté :

Quinze mouvements tirés au sort par le candidat parmi ceux figurant à l'annexe du présent arrêté (coefficient 4) ;

Présentation de deux katas au choix du candidat et de deux katas au choix du jury, parmi ceux figurant à l'annexe du présent arrêté (coefficient 3).

B. — Epreuves correspondant aux options secondaires :

1^o Judo :

a) Epreuves d'application :

Yaku-Soku-Geiko (formes spéciales). — Exécution de techniques debout, en déplacement avec un partenaire consentant (durée : deux minutes ; coefficient 1) ;

Kagari-Geiko. — L'un des partenaires attaque, l'autre se défend, une minute trente chacun, soit trois minutes pour la durée totale de l'exercice (coefficient 1).

b) Epreuves de démonstration. — Pour ces épreuves, le jury choisira cinq exercices pour le travail debout et quatre pour le travail au sol parmi ceux figurant à l'annexe du présent arrêté (coefficient 2).

2^o Aikido :

a) Epreuves d'application :

Un exercice de style randori souple sur les saisies et les coups divers en distance moyenne (techniques et attaques portées chacun son tour) (durée : deux minutes ; coefficient 1) ;

Un randori réel : l'un des partenaires attaque, l'autre se défend, une minute trente chacun, soit trois minutes pour la durée totale de l'exercice (coefficient 1).

b) Epreuves de démonstration. — Pour ces épreuves, le jury choisira neuf mouvements parmi ceux figurant à l'annexe du présent arrêté (coefficient 2).

3^o Karaté :

a) Epreuves d'application (avec partenaire) :

Gyu Kumite (compétition souple). — Au cours de cette épreuve, le candidat devra montrer sa très bonne connaissance des attaques, de leurs enchaînements et des esquives (durée : deux minutes, coefficient 1) ;

Sanbon Kumite (de séries différentes). — Lors de cette épreuve, les candidats attaqueront à tour de rôle, le défenseur bloquant les assauts de l'attaquant et contrôlant sa propre contre-attaque (coefficient 1).

b) Epreuves de démonstration. — Pour ces épreuves, le jury choisira neuf mouvements parmi ceux figurant à l'annexe du présent arrêté (coefficient 2).

Les candidats qui n'obtiennent pas, après les épreuves écrites et techniques, un total d'au moins 180 points ou qui ont une note égale ou inférieure à 5 à l'une des épreuves écrites ou techniques ne sont pas admis à prendre part aux épreuves orales, sauf dérogation individuelle accordée à l'unanimité par le jury.

III. — Epreuves orales.

1^o Interrogation sur la réglementation :

Notions sur l'organisation du sport et de l'enseignement sportif en France ;

Statuts et règlements de la fédération française de judo et disciplines associées et notions relatives aux organisations internationales ;

Les fédérations multisports affinitaires (civiles et scolaires) ;

La réglementation du judo, de l'aikido, du karaté et des méthodes de combat assimilées ;

Notion de légitime défense dans le droit français et application des disciplines considérées en cas de légitime défense ;

Equipped d'une salle destinée à la pratique du judo et des disciplines associées ;

Organisation de démonstrations et de réunions, (coefficient 2).

2^o Interrogations sur :

L'anatomie ou la physiologie et les points vitaux. L'interrogation ne portera que sur la matière n'ayant pas fait l'objet de l'épreuve écrite (coefficient 3) ;

Le secourisme pratique, les kuatsus, la conduite à tenir à l'occasion d'accidents dans une salle de judo ou de disciplines associées (coefficient 2).

3^o Interrogation sur :

L'entraînement sportif en vue de la pratique du judo, de l'aikido, du karaté et des méthodes de combat assimilées ;

La formation physique générale et les sports complémentaires ;

Les aspects particuliers de la pratique du judo, de l'aikido, du karaté et des méthodes de combat assimilées, par les enfants, (coefficient 2).

Les candidats qui n'obtiennent pas au moins 90 points aux épreuves orales ou qui ont une note égale ou inférieure à 5 à l'une de ces épreuves ne sont pas admis à prendre part aux épreuves de pédagogie pratique, sauf dérogation individuelle accordée à l'unanimité par le jury.

IV. — Epreuves de pédagogie pratique.

1^o Epreuve commune. — Présentation du plan d'une séance d'activités physiques généralisées. Le jury demandera l'exécution de tout ou partie de la séance (groupe de plus de dix élèves), (coefficient 2).

2^o Epreuves correspondant à chacune des options principales.

a) Enseignement de différents mouvements de la discipline intéressée à des débutants ou à des élèves confirmés. Le choix des mouvements est laissé à l'initiative du candidat. (Durée : vingt minutes ; coefficient 3).

b) Composition et direction d'une leçon d'une heure concernant la discipline intéressée (groupe de plus de dix élèves). Une demi-heure est accordée aux candidats pour composer un plan de leçon à remettre au jury avant l'épreuve, (coefficient 3).

Le jury demandera tout ou partie de la leçon.

Pour pouvoir prétendre au brevet d'Etat de professeur, les candidats doivent avoir obtenu un total d'au moins 350 points, correspondant à une moyenne générale de 10 sur 20, sans note éliminatoire.

Art. 10. — Le président du jury de chaque examen établit la liste des candidats qui sont proposés, pour admission définitive, au ministre chargé des sports.

Art. 11. — Pour pouvoir enseigner les trois disciplines (judo, aikido, karaté), avec le titre de professeur, les personnes déjà titulaires d'une option principale et de deux options secondaires complémentaires n'auront à subir, pour l'obtention des autres options principales, que les épreuves techniques et les épreuves de pédagogie pratique de ces deux options principales, les intéressés devant faire acte de candidature à des sessions d'examen ultérieures.

Art. 12. — Les titres délivrés en application de l'arrêté susvisé du 25 mars 1959, modifié, par l'arrêté du 29 janvier 1968, sont reconnus de plein droit équivalents au brevet d'Etat de professeur de judo, aikido, karaté et méthodes de combat assimilées créé par le présent arrêté, option principale Judo.

Art. 13. — Les personnes professant l'aikido ou le karaté depuis deux ans au moins à la date de publication du présent arrêté pourront prétendre à l'obtention, par équivalence aux titres délivrés ou reconnus par la fédération française de judo et disciplines

associées, du brevet d'Etat de professeur créé par le présent arrêté, option principale Aïkido ou Karaté suivant la discipline enseignée.

La décision sera prise par le ministre chargé des sports, auquel les intéressés devront adresser directement, dans le délai d'un an à compter de la date de publication du présent arrêté, une demande à cet effet, accompagnée de toutes pièces justificatives.

Art. 14. — Les personnes titulaires, à la date de publication du présent arrêté, de brevets délivrés par la fédération française de judo et disciplines associées pourront obtenir, par équivalence, les brevets d'Etat suivants créés par le présent arrêté :

Brevet d'Etat d'animateur de judo, pour les personnes titulaires du brevet fédéral d'animateur de judo (premier degré) ;

Brevet d'Etat de moniteur de judo, pour les personnes titulaires du brevet fédéral de moniteur de judo (deuxième degré).

La décision sera prise par le ministre chargé des sports, auquel les intéressés devront adresser directement, dans le délai de deux ans à compter de la date de publication du présent arrêté, une demande à cet effet, accompagnée d'une photocopie du brevet fédéral concerné.

Art. 15. — Le programme des épreuves prévues aux articles ci-dessus est annexé au présent arrêté (1).

Art. 16. — La liste des diplômes figurant au tableau B annexé à l'arrêté susvisé du 30 juillet 1965 modifié est complétée comme suit :

Niveau II : brevet d'Etat d'animateur de judo.

Niveau III : brevet d'Etat de moniteur de judo.

Niveau IV : brevet d'Etat de professeur de judo, aikido, karaté et méthodes de combat assimilées.

Art. 17. — Les arrêtés susvisés du 25 mars 1959 et du 29 janvier 1968 sont abrogés.

Art. 18. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet le 1^{er} janvier 1972.

Fait à Paris, le 30 juin 1971.

JOSEPH COMITI.

(1) L'annexe prévue à l'article 15 de cet arrêté sera publiée au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

Création des brevets d'Etat de prévôt de boxe et de professeur de boxe.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, modifiée en ses articles 4 et 6 par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967 ;

Vu l'arrêté du 21 octobre 1969 portant création des brevets d'Etat de prévôt de boxe et de professeur de boxe ;

Vu le décret n° 69-701 du 30 juin 1969 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1969 portant délégation de signature,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les dispositions figurant *in fine* du premier paragraphe de l'article 3 de l'arrêté du 21 octobre 1969 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Etre titulaires du brevet national de secourisme, institué par le décret n° 66-37 du 7 janvier 1966. »

Art. 2. — Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 21 octobre 1969 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 4.

Pour faire acte de candidature à l'un des brevets d'Etat créés par le présent arrêté, les intéressés doivent adresser à la direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de leur domicile, au moins deux mois avant la date de l'examen, un dossier comprenant :

1° Une demande d'inscription sur la liste des candidats, établie sur papier libre ;

2° Une fiche d'état civil ;

3° Un extrait du casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois à la date limite fixée pour l'envoi du dossier ;

4° Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement de la boxe datant de moins de trois mois à la date limite fixée pour l'envoi du dossier ;

5° Une copie certifiée conforme ou une photocopie des brevets mentionnés à l'article 3 ci-dessus ;

6° Une fiche de renseignements sur l'activité du candidat et les résultats obtenus dans le domaine de la boxe, accompagnée éventuellement de toutes attestations utiles ;

7° Deux photographies d'identité ;

8° Deux enveloppes timbrées à l'adresse exacte du candidat, en vue de sa convocation.

Les fonctionnaires titulaires sont dispensés de la production de la fiche d'état civil et de l'extrait du casier judiciaire.

Art. 3. — Les dispositions du 1^{er} paragraphe du titre II de l'article 6 de l'arrêté du 21 octobre 1969 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

II. — Brevet d'Etat de professeur de boxe.

1° Epreuves écrites.

Ces épreuves sont au nombre de trois. Elles consistent dans : La composition d'un rapport ou d'un exposé portant sur un programme d'activités relatives à la boxe (durée : deux heures ; coefficient 2).

La réponse à un questionnaire relatif à l'anatomie, à la physiologie ou à l'hygiène appliquées à la boxe (durée : une heure ; coefficient 2).

La réponse à un questionnaire relatif à la réglementation de la boxe scolaire, de la boxe amateur et de la boxe professionnelle, telle qu'elle résulte du code sportif fédéral (durée : une heure ; coefficient 1).

Art. 4. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 août 1971.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur de l'éducation physique et des sports,
MARCEAU CRESPIN.

FONCTION PUBLIQUE

Institut international d'administration publique.

Par arrêté du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique, en date du 19 août 1971, M. Michel Chatelais, secrétaire des affaires étrangères, est nommé sous-directeur des études à l'institut international d'administration publique à compter du 1^{er} septembre 1971.

MINISTERE D'ETAT CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE

Administration centrale.

Par arrêté du Premier ministre et du ministre d'Etat chargé de la défense nationale en date du 28 août 1971, M. Jacques Daumard, administrateur civil hors classe, 6^e échelon, à l'administration centrale du ministère d'Etat chargé de la défense nationale, est nommé sous-directeur, 3^e échelon, à compter de la date du présent arrêté, avec ancienneté dans l'échelon du 1^{er} mars 1970.

M. Daumard est affecté à la direction des affaires internationales en qualité de sous-directeur du contrôle du commerce international des matériels de guerre.

MINISTERE D'ETAT CHARGE DES DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Décret n° 71-711 du 25 août 1971 relatif à l'extension dans les Terres australes françaises du décret n° 67-451 du 7 juin 1967 portant extension de la zone de pêche interdite aux navires étrangers.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer et du ministre des transports,

Vu le décret n° 67-451 du 7 juin 1967 portant extension de la zone de pêche interdite aux navires étrangers, et notamment son article 5,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les dispositions du décret n° 67-451 du 7 juin 1967 portant extension de la zone de pêche interdite aux navires étrangers sont déclarées applicables aux Terres australes françaises. Elles entreront en vigueur quinze jours après la promulgation du présent décret dans le territoire.